



Le métropolite Hilarion : La politique de sanctions ne donne rien de bon

Le 21 avril 2018, le métropolite Hilarion de Volokolamsk a répondu aux questions de la présentatrice Ekaterina Gratcheva dans l'émission « L'Église et le monde » (« Tserkov i mir »), diffusée les samedis et les dimanches sur la chaîne de télévision « Rossia-24 ».

E. Gratcheva : Bonjour ! Vous regardez l'émission « L'Église et le monde », nous nous entretenons avec le métropolite Hilarion de Volokolamsk, président du Département des relations ecclésiastiques extérieures du Patriarcat de Moscou. Bonjour, Monseigneur.

Le métropolite Hilarion : Bonjour, Ekaterina ! Bonjour, chers frères et sœurs !

E. Gratcheva : Beaucoup comparent la situation actuelle en politique étrangère avec la crise de Cuba de 1962. A l'époque, les deux grandes puissances, l'Amérique et l'URSS, se menaçaient ouvertement l'une l'autre. Cette comparaison de la situation actuelle avec ces événements du passé est-elle fondée ?

Le métropolite Hilarion : Malheureusement, on ne peut plus fondée. Je suis convaincu qu'on ne peut pas continuer comme cela, car cela peut mener le monde à une troisième guerre mondiale, qu'il faut absolument empêcher. C'est pourquoi je pense qu'il n'y a pas d'alternative à des négociations bilatérales directes entre l'Amérique et la Russie, entre le président Trump et le président Poutine. Je sais que les deux présidents souhaitent se rencontrer, mais il y a tout un groupe de gens autour de Trump qui empêchent volontairement cette rencontre et augmentent la tension. Il faut tout faire pour que cette rencontre ait lieu et que les deux partis s'asseyent à la table des négociations, autrement la situation est grosse de conséquences qui peuvent nous mener à notre perte.

E. Gratcheva : Mikhaïl Gorbatchev, qui s'est récemment entretenu avec les journalistes, a dit que la solution à la crise de 1986 avait été un sommet auquel s'étaient rencontrés Gorbatchev et Reagan. Mais, tous les leaders de l'époque le souhaitaient, alors qu'aujourd'hui seule la Russie semble prête à s'asseoir à la table des négociations. Dans ce contexte, un sommet semblable à celui de 1986 pourrait-il avoir lieu ?

Le métropolite Hilarion : Je pense qu'un sommet semblable pourrait avoir lieu et qu'il est extrêmement nécessaire. La politique de menaces qui prévaut aujourd'hui dans le discours des États-Unis d'Amérique, la politique de sanctions, ne mènent à rien de bon, et il n'y a pas d'alternative aux négociations.

E. Gratcheva : Suivant une locution courante : qui choisit la honte au lieu de la guerre reçoit finalement la guerre avec la honte. Si l'on poursuit l'analogie avec la crise de Cuba de 1962, n'est-il pas temps pour la Russie de rapprocher ses forces des frontières américaines ? En les plaçant en Bolivie, par exemple, qui nous soutient ouvertement à l'ONU. Une réponse ferme, qui permettrait d'en finir avec cette guerre diplomatique, est-elle déjà nécessaire ?

Le métropolite Hilarion : L'expérience tragique et malheureuse du XXe siècle montre qu'aucune guerre ne profite à personne. Les états se sont tous engagés avec enthousiasme, les uns après les autres, dans la Première guerre mondiale, chacun pensant tirer parti de cette guerre. Finalement, aucun n'a résolu ses problèmes, aucun n'a été vainqueur. Bien plus, vingt ans et quelques après la fin de la Première guerre mondiale éclatait la Seconde guerre mondiale.

Mais je tiens à dire qu'une confrontation entre grandes puissances aujourd'hui serait incomparablement plus tragique par l'ampleur des possibles destructions qu'elle provoquerait, comparativement à toutes les destructions et à toutes les victimes de la Première et de la Seconde guerre mondiale. Un film est sorti il y a quelques temps sur les écrans, « L'homme qui a sauvé le monde », sur un personnage peu connu, Stanislav Petrov. C'est à la fois un documentaire et un film artistique.

Petrov était responsable du bouton commandant l'arme nucléaire en 1983. Un jour, le signal d'une attaque venant des États-Unis vers l'URSS s'est mis en marche à la station qu'il commandait. On a su plus tard que c'était une fausse alerte. Suivant les instructions, Petrov avait l'obligation de donner l'ordre de lancer des missiles nucléaires vers l'Amérique. Il ne l'a pas fait, car il n'a pas cru le signal, pensant qu'il pouvait y avoir une erreur de système. Il a ordonné d'attendre de voir si des missiles apparaîtraient sur les écrans des radars. Aucun missile n'étant apparu, il est devenu clair qu'il s'agissait d'une fausse alerte.

Mais, suivant les instructions, il devait donner l'ordre de riposter. Les destructions qu'auraient causées les missiles auraient été incomparablement plus importantes que celles d'Hiroshima et de Nagasaki, car le volume d'armement atomique est tel aujourd'hui qu'une seule frappe et une seule riposte suffiraient à anéantir toute la population de la terre.

Je pense que la situation actuelle est sûrement plus grave que la crise de Cuba. Le potentiel nucléaire a fortement augmenté depuis, et le danger qui plane au-dessus du monde a grandi. La responsabilité des dirigeants des grandes puissances a augmenté proportionnellement aussi. Il faut donc une sagesse particulière, de l'humilité pour accepter un compromis au nom du dialogue, au nom de la paix sur la terre.

E. Gratcheva : Monseigneur, vous avez dit que l'Église est en quelque sorte un ministère de la Paix et que dans l'Église orthodoxe russe vous remplissez les fonctions de ministre des Affaires étrangères. Pour autant que sachent les journalistes, l'Église orthodoxe russe a pris plusieurs initiatives de politique étrangère. De quoi s'agit-il ?

Le métropolite Hilarion : Après que les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne ont procédé à des frappes de missiles sur la Syrie dans la nuit du vendredi au samedi, Sa Sainteté le patriarche Cyrille a estimé qu'il était de son devoir de téléphoner au pape François de Rome pour discuter de la situation. Lorsque le pape et le patriarche se sont rencontrés, il y a deux ans, à La Havane, c'est la situation au Proche-Orient qui avait été le principal sujet des pourparlers. Alors que la situation était arrivée à un point de tension extrême, et qu'il devenait clair que le conflit local risquait de dégénérer en conflit global, le patriarche avait trouvé nécessaire de s'entretenir de cette situation avec le pape François.

Ils ont parlé pendant 20 minutes au téléphone. La conversation a été très cordiale, mais en même temps

centrée sur le thème principal. Dans le courant de l'entretien, ils se sont mis d'accord sur les grandes lignes d'un texte, que j'ai ensuite élaboré avec le cardinal Koch, comme cela se fait en pareil cas. Ensuite, ce texte a été envoyé aux chefs des Églises orthodoxes du Proche-Orient : le patriarche Bartholomée de Constantinople, le patriarche Théodore d'Alexandrie, le patriarche Jean X d'Antioche et le patriarche Théophile de Jérusalem.

Une fois concerté, le texte a été publié mardi. Il contient un appel aux leaders du monde, et, avant tout, aux membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, à s'asseoir sans tarder à la table des négociations, car les chefs des Églises craignent des actes unilatéraux qui pourraient entraîner un conflit global.

Je tiens aussi à ajouter que samedi, immédiatement après les bombardements, trois patriarches syriens, Jean d'Antioche, le patriarche syro-jacobite Ignace Ephrem, et le patriarche melkite, ont publié une déclaration qui qualifiait les bombardements en Syrie d'agression contre un état souverain. Ils ont déclaré que ces actes causaient d'immenses dommages, et ont appelé à cesser immédiatement toute opération militaire pour entamer des négociations. Tous les leaders chrétiens sont donc unis dans la certitude qu'il faut asseoir les différents partis à la table des négociations et trouver une solution concertée pour régler le conflit au Proche-Orient.

E. Gratcheva : Différents éléments indiquent qu'une guerre diplomatique se poursuit en ce moment. Par exemple, les États-Unis refusent depuis plusieurs mois de délivrer des visas aux pilotes et aux hôtesses de l'air russes. La compagnie Aéroflot s'apprête à faire des démarches auprès de l'Amérique, menaçant d'interrompre ses vols à partir de juin. Il y a eu une déclaration officielle du service de presse de la compagnie. Visiblement, mêmes ceux qui souhaitent rester en dehors ne peuvent échapper complètement à cette guerre diplomatique. Faut-il donner une réponse symétrique aux agissements de nos partenaires ?

Le métropolite Hilarion : Quelle réponse symétrique ? Refuser de délivrer des visas aux pilotes et aux hôtesses de l'air américains ?

E. Gratcheva : Par exemple.

Le métropolite Hilarion : Je pense que la solution doit être complexe. Je suis profondément convaincu qu'il est temps de trouver des solutions complexes. Les états doivent passer d'un langage de menaces, de sanctions, d'accusations mutuelles, de fausses nouvelles à une politique réaliste.

E. Gratcheva : Il y a eu la fameuse affaire des Skripal. Grâce à Dieu, les deux membres de cette famille, Serge et sa fille Ioulia Skripal, se rétablissent et sont prêts à collaborer avec les enquêteurs. Quelle est la probabilité que des états étrangers, la Grande-Bretagne dans le cas présent, utiliseront des citoyens de notre pays, feront pression sur eux pour que leur déposition leur soit avantageuse ?

Le métropolite Hilarion : Il y a longtemps qu'on exerce des pressions sur eux. Cette histoire est très trouble. Nous n'en connaissons qu'une partie, puisqu'on nous dit qu'il y a des éléments secrets qui prouvent de façon irréfutable la culpabilité de la Russie dans cet incident, mais, dit-on, puisqu'ils sont secrets, on ne peut les dévoiler.

Finalement, on tourne en rond. Il faut aussi savoir qu'il n'y a jamais eu entre la Russie et la Grande-

Bretagne d'accord sur la double nationalité, sur la reconnaissance mutuelle de nationalité. Si quelqu'un a à la fois la nationalité russe et la nationalité britannique, chacun des deux pays le considère comme son citoyen : pour la Grande-Bretagne, ce n'est pas un citoyen russe, et pour nous ce n'est pas un citoyen britannique. Il va de soi qu'ils sont aux mains des autorités britanniques et des services secrets britanniques, et il est probable qu'ils diront soit ce qu'on leur ordonne de dire, soit ce qu'on leur a inculqué durant leur long séjour à l'hôpital. Ils n'ont pas la possibilité de faire entendre un autre point de vue.

E. Gratcheva : Je ne peux pas ne pas évoquer l'affaire Telegram, qui a fait du bruit, même au-delà de nos frontières. Le directeur de cette compagnie, Pavel Dourov, a interdit à ses juristes de participer au procès intenté par Roskomnadzor « afin de ne pas légitimer cette farce de leur présence ». Les juristes parlent déjà d'un procès sans précédent pour le système judiciaire russe, et, de fait, on a l'impression que ni les députés, ni les juristes ne savent comment appréhender cette affaire.

Quel parti prendriez-vous, Monseigneur, dans cette affaire : celui du FSB ou celui des utilisateurs. Des millions de gens sont utilisateurs de Telegram, tandis que les terroristes potentiels sont très rares. Et logiquement, je vous pose la question : êtes-vous utilisateur de Telegram ?

Le métropolite Hilarion : Je n'ai jamais utilisé cette application, il m'est donc difficile de dire si elle est utile, efficace. Je ne peux prendre aucun parti.

Je pense que chaque parti a ses arguments. La direction de Telegram assure qu'elle permet aux gens d'échanger, qu'elle tient à la confidentialité des échanges et, par conséquent, refuse de donner les clés de son système. C'est son droit, humainement parlant. Le FSB raisonne autrement, sachant que des organisations terroristes et certains terroristes échangent très souvent au moyen de ce type de messengers. La tâche des organes du maintien de l'ordre et, notamment, des services secrets, ne consiste pas seulement à mener l'enquête après des attentats déjà commis mais, avant tout, à les prévenir. Nous sommes les témoins et les victimes potentiels de la guerre que des terroristes ont déclarée à notre peuple. Les services secrets doivent donc prendre les mesures qu'ils estiment nécessaires. Je pense qu'il faut avoir de la compréhension.

Je donnerais un exemple tiré de mon expérience personnelle. Je voyage beaucoup, je passe souvent par les portes métalliques dans les aéroports. On me demande parfois d'ôter mes chaussures, d'ouvrir ma valise et d'en montrer le contenu. Je dois reconnaître que c'est psychologiquement assez désagréable. Je me dis parfois : quel manque de respect envers un ecclésiastique ! Mais je me reprends immédiatement et me dis que ces gens ont le droit d'exiger cela, et je dois me soumettre, parce qu'ils agissent au nom de notre propre sécurité.

E. Gratcheva : Nous sommes au dimanche des femmes myrophores. Je me souviens qu'à la veille du 8 mars, vous aviez dit que vous congratuliez toutes les femmes de votre entourage durant la semaine des myrophores. Ce sont elles qui sont restées fidèles au Christ, tandis que les apôtres s'étaient sauvés, ce sont elles qui n'ont pas craint de venir au tombeau de grand matin. Alors pourquoi les apôtres ont-ils un statut spécial dans l'Écriture et dans l'Église, et non les femmes myrophores ?

Le métropolite Hilarion : Parce que c'est Jésus Christ Lui-même qui avait choisi les apôtres. Les

Évangiles rapportent que du nombre de Ses disciples, parmi lesquels il y avait aussi des femmes, le Seigneur a élu douze apôtres. Ces douze apôtres étaient des hommes. L'un d'entre eux a trahi par la suite, mais onze sont restés. Ensuite, on a tiré au sort un douzième apôtre. Puis, par la providence divine, Paul a rejoint le groupe des apôtres.

La hiérarchie de l'Église tire son origine des douze apôtres, et cette hiérarchie se poursuit jusqu'à nos jours. Cela ne diminue en rien l'importance du rôle de la femme, car, d'une part, la plus grande des saintes, Celle que nous glorifions plus que les anges, que nous appelons plus vénérable que les chérubins et plus glorieuse que les séraphins est une femme, la Mère de Dieu. D'autre part, dans l'histoire de l'Église, il y a eu des femmes canonisées comme égales-aux-apôtres. La femme peut occuper des postes importants dans l'Église, notamment des postes à responsabilité. Il y a des femmes à ces postes dans l'Église orthodoxe russe.

C'est pourquoi, en cette fête des femmes myrophores, j'adresse mes félicitations à toutes les femmes, à celles qui occupent des postes importants dans l'Église et dans l'état, et à celles qui occupent des places plus modestes. Je leur souhaite d'être fidèles au Christ comme ces excellentes femmes que nous vénérons aujourd'hui.

Durant la seconde partie de l'émission, le métropolite Hilarion a répondu aux questions des téléspectateurs, posées sur le site de l'émission « L'Église et le monde ».

Question : Pourquoi Judas devait-il donner un signal et donner un baiser au Christ avant de le livrer ? Beaucoup de gens connaissaient le Christ de vue.

Le métropolite Hilarion : Beaucoup le connaissaient de vue, mais pas tous. Le baiser était un mode de salutation répandu au Proche-Orient. Judas signalait ainsi Jésus à ceux qui étaient venus avec lui, et c'était principalement des soldats romains, cela pouvait être aussi des serviteurs du grand-prêtre. Dans l'obscurité, ils auraient pu se tromper et ne pas savoir qui, dans le groupe, était Jésus. C'est pourquoi Judas leur a donné ce signe : Celui à qui je donnerai un baiser, prenez-Le.

Question : Les uns affirment qu'hors de l'Église point de salut, d'autres disent que le salut est l'affaire de la providence divine puisque le premier à entrer dans le Royaume des cieux fut un bandit, qui n'appartenait pas à l'Église d'un point de vue formel. Comment réconcilier ces deux affirmations ?

Le métropolite Hilarion : Les deux affirmations sont justes du point de vue de l'Eglise. Effectivement, on ne peut être sauvé hors de l'Église. L'Église l'a toujours affirmé. D'un autre côté, le salut est bien l'affaire de la providence divine d'un point de vue concret. Si quelque dit qu'untel ne sera pas sauvé, que telle catégorie de personne ne sera pas sauvé, il se met à la place du tribunal divin. Qui sauver, comment sauver, cela dépend de Dieu.

Effectivement, le bon larron n'était pas membre de l'Église d'un point de vue formel. Il n'était pas baptisé, mais nous ne savons même pas si les apôtres étaient baptisés. De même que les justes de l'Ancien Testament n'étaient pas baptisés, parce que l'Église n'existait pas encore. Mais nous les vénérons comme justes, on les représente sur les iconostases, sur les murs des églises. On considère qu'ils font partie de l'Église. De la même façon, Jésus Christ a sauvé le bon larron, qui n'appartenait pas à l'Église et n'était pas baptisé. C'est pourquoi le mystère du salut reste vraiment un mystère. Nous

croyons que des hommes qui ne semblent pas mériter le salut selon nos critères humains, peuvent être sauvés par la providence divine.

Source: <https://mospat.ru/fr/news/47514/>